

**REVUE**  
du  
**CLUB INTERNATIONAL DE COOPÉRATION**  
**GENÈVE**

*Numéro Spécial Mai-Octobre 1985*

\* \* \*

**JOURNAL**  
of  
**INTERNATIONAL CLUB OF COOPERATION**  
**GENEVA**

*Special Issue May-October 1985*

**PORTRAITS – PROFILES**

*S.A.R. Prince Albert, Belgique*

*Pierre Aubert, Suisse*

*Raymond Barre, France*

*Jean Bourgeois-Pichat, France*

*Mamadou Diop, Sénégal*

*Gottlieb Monekosso, Cameroun*

*Christian de Duve, Belgique*

*Rajiv Gandhi, India*

*Alfonso Garcia Robles, Mexique*

*Jacques Ketterer, Suisse*

*Elisabeth Kopp, Suisse*

*Simon Kuznets, USA*

*Simon van der Meer, Netherlands*

*Fathia Mzali, Tunisie*

*Louis v. Planta, Suisse*

*Ronald Reagan, USA*

*Léopold Sédar Senghor, Sénégal*

*Robert Staubli, Suisse*

*Jaques Vernet, Suisse*

**ARTICLES**

*Alfred Sauvy, Paris*

*Mark G. Field, Boston*

*Dusan Sidjanski, Genève*

*René Baylet, Montpellier*

*Philippe Bourcier de Carbon, Paris*

*Nadine L. Schütte, Bruxelles et*

*Emma Fernandez de la Vina, Madrid*

*Claude Smadja, Genève*

*Gottlieb L. Monekosso, Brazzaville*

*Frank Schofield, Brisbane*

*Jean Bourgeois-Pichat, Paris*

*Gianfranco Domenighetti, Bellinzona*

*Louis Rives, Bordeaux*

*Donald F. Flynn, Vermont*

*Remigio Ratti, Fribourg*

*Raoul Senault, Vandœuvre-lès-Nancy*

**NOTES**

*Gilbert Etienne, Genève*

*Henry A. Kissinger, New York*

*Amor Benyoussef, Genève*

*Coopération Internationale Suisse*

*The World of NGOs/ONG*

*Huldrych M. Koelbing, Zurich*

*Mohamed Mzali, Tunis*

*Léon Tabah, Paris*

**ACTIVITÉS CIC — ICC ACTIVITIES**

- Rencontres — Gatherings
  - Dossiers
- Recherche — Research

**ANALYSES — REVIEWS**

- A. Sauvy, J.K. Galbraith.  
G. Etienne et al. P. Bairoch. R. Ratti.  
H.K. Jacobson & D. Sidjanski...



*Suite page 4 de la couverture*  
*Continued on outside back cover*



**SEDES**  
Paris

*Diffusion – Distribution*



**Naville**  
Genève

*Oxford - Stuttgart - Montréal - Tokyo*  
*Bruxelles - Dakar - Zurich*

*Fribourg - Sion - Neuchâtel*  
*Lausanne*

REVUE  
du  
CLUB INTERNATIONAL DE COOPÉRATION  
GENÈVE

Numéro Spécial Mai-Octobre 1985

\* \* \*

JOURNAL  
of  
INTERNATIONAL CLUB OF COOPERATION  
GENEVA

Special Issue May-October 1985

*Le Club*

*Voilà qui évoque le sport. Ce n'est pas le cas.*

*Coopération. Un terme qui a fait la fortune des uns comme le terme développement a fait l'infortune des nations depuis plus d'un quart de siècle. De l'un et de l'autre le Club a une vision démystifiée, pragmatique, discrète, humaniste. Le Club est en quête d'une entreprise utile de coopération.*

*De fait, complexe et ambiguë, la notion de coopération le restera encore si les partenaires, parties prenantes, ne jouent pas les règles du jeu. L'enjeu concerne les gouvernements dans leurs rapports bilatéraux, dans leurs relations multilatérales avec certaines organisations, au faîte de la spécialisation internationale, dont l'impact imperceptible les met en question, au sein même de l'opinion.*

*Plus prometteuse apparaît une coopération visant mobilisation de ressources financières et techniques extérieures sans stériliser les potentialités nationales propres. Coopération prometteuse mais laborieuse entre responsables des affaires publiques et dirigeants d'entreprises privées. Coopération, ouverte davantage au commerce voire au noble négoce de tradition.*

*Celle-là aussi requiert une compréhension mutuelle entre partenaires éventuels à la recherche d'une «interaction gouvernements-entreprises». L'expression n'est pas de nous. Nous nous y associons pourtant. Coopération inter-pays s'étendant aussi à la culture, à la science et à la finance. L'ambiguïté de la coopération, qui résulte de ce qu'on en a fait, nous a incité à donner au Club une finalité résolument humaniste où l'idéalisme prévaut sur le reste, favorisant réflexion et action. L'étroitesse d'esprit, presque trentenaire, a défigurée la coopération qui, par essence, devait embrasser plusieurs facettes du mieux-être des populations.*

*The Club*

*That's what calls sports to mind. It's not the case.*

*Cooperation. A term which has made the fortune of some, like the term development, has been the misfortune of nations for over a quarter of a century. The Club's view of both is shorn of all mystery, pragmatic, discreet, humanist. The Club is seeking useful cooperation.*

*The concept of cooperation, which is complex and ambiguous, will remain so if the recipient partners do not play the game. The stake for governments is their bilateral relations and their multilateral relations with some of the leading organisations in the international field, whose lack of punch creates doubt about them in people's very minds.*

*Greater promise lies in a form of cooperation making use of outside financial and technical sources without sabotaging a nation's potential, a promising but burdensome cooperation between public figures and the directors of private enterprise, cooperation which is more open to business — more — to traditional noble trading.*

*That, too, implies mutual understanding between possible partners seeking an "interaction between governments and business". We did not invent the expression, but we do associate ourselves with it. Inter-country cooperation must also extend into culture, science and finance. The ambiguity of cooperation, born of the way in which it has been applied, has brought us to endow the Club with a resolutely humanistic character in which idealism is supreme, favouring thought and action. A narrowness of mind, dating back nearly thirty years, has disfigured cooperation which, by its very nature, should encompass many aspects of people's well-being.*

*This combination of short sight and tunnel vision has helped neither consensus nor coordination, but has brought about confusion, frustration and disappointment.*

Editions  
Club International  
de Coopération - Genève  
B.P. 132 CH - 1211 Genève 28  
Tél.: 28 74 08 / 28 74 40  
Tlx: 427 993 ch



Editors  
International Club  
of Cooperation - Geneva  
P.O. Box 132 CH - 1211 Geneva 28  
Tel. 28 74 08 / 28 74 40  
Tlx: 427 993 ch

Imprimerie Riviera  
Genève



## LA DIMENSION POLITIQUE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE: EXPÉRIENCES RÉGIONALES

\* \* \*

*Dusan Sidjanski\**

En raison des profondes divergences qui séparent les régimes politiques et les idéologies au plan international un accord tacite vise à minimiser sinon à éliminer la dimension politique de la coopération internationale. De ce fait, cet accord constitue le fondement de la coopération économique et de l'assistance technique en mettant l'accent sur l'aide au développement sans égard aux objectifs politiques des donateurs et des bénéficiaires de l'aide, ou à leurs systèmes politiques. Bref, cette philosophie qui inspire de nombreuses organisations internationales et régionales cherche à séparer l'inséparable, à savoir *la politique de l'économie*. Or, la dimension politique est présente partout où il y a gouvernement et organisation des sociétés humaines et, partant, la répartition des valeurs spirituelles et matérielles aux niveaux mondial, régional ou national.

### *Bipolarisation atténuée*

La bipolarisation de la vie internationale après la deuxième guerre mondiale tend à s'atténuer avec l'apparition du Tiers-Monde, de la Communauté européenne et de la Chine. Mais la *rivalité des deux puissances dominantes* qui bloquent souvent le fonctionnement de l'organisation politique des Nations Unies, suscite la recherche des voies de substitution telles que la création de la CNUCED et la décentralisation des Commissions économiques régionales de l'ONU, mouvement qui coïncide avec la floraison d'organisations d'intégration et de coopération régionales. Certaines reflètent l'opposition bipolaire à l'exemple de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. D'autres, telle l'OUA, tout en visant à plus d'autonomie sont néanmoins soumises à l'*attraction des deux pôles* et à des tensions idéologiques qui divisent le monde. Dès lors, pour échapper à cette emprise du politique, on s'efforce d'en isoler l'économique et le technique ainsi que de rendre plus autonomes les régions: les débuts de la CNUCED marquent un changement de la philosophie de l'ONU qui d'hostile devient favorable aux initiatives régionales.

Réunissant des pays à systèmes politiques et économiques homogènes, la CE (Communauté Européenne) constitue une exception à cette tendance générale. Mal-

---

\* Professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève et à l'Institut universitaire d'études européennes.

gré les échecs des tentatives d'union politique, sa dimension politique transparait aussi bien dans sa structure institutionnelle, qui n'est pas sans rappeler un système politique, que dans ses réalisations telles que la politique agricole, le SME (Système Monétaire Européen) et la convention avec les ACP. Celle-ci associe à la CE (Communauté Européenne) 66 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et leur assure l'accès au marché commun, une aide au titre de Lomé III (1986-1990) de 7,4 milliards d'ECU dont 1 milliard pour les projets régionaux, ainsi qu'un système de garantie pour leurs exportations des produits de base (Stabex et Sysmin). Enfin, cette Troisième Convention innove en faisant explicitement référence aux droits de l'homme: la CE (Communauté Européenne) et les ACP marquent leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies affirmant «le droit de chaque individu, dans son propre pays ou dans un pays d'accueil, au respect de sa dignité et à la protection de la loi».

#### *Eclosion d'intégrations économiques entre Pays en Voie de Développement*

L'expérience de la CE (Communauté Européenne), première puissance commerciale du Monde, a encouragé les efforts d'intégration entre PVD (Pays en Voie de Développement), soutenus par ailleurs par la CNUCED sous l'impulsion de Raoul Prebisch. Dès lors, on assiste à l'éclosion de plusieurs organismes d'intégration ou de coopération dont le MCAC (Marché Commun de l'Amérique Centrale) et l'ALALC (Association Latino-américaine de Libre Echange) (1960), l'UDEAC (Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale) (1964), l'ex-CAE (1967), le Groupe andin et la CEAO (Communauté Économique de l'Afrique Occidentale) (1970). Si à l'origine ils fondent leurs constructions sur le libre-échange ou l'union douanière par référence à la CEE ou à l'AELE, il devient vite évident que l'on ne peut compter sur le dynamisme des échanges pour créer des espaces de solidarité entre PVD (Pays en Voie de Développement). Par comparaison avec les échanges des pays de la CEE qui dépassent 50% de leur commerce extérieur, ceux des intégrations entre PVD (Pays en Voie de Développement) fluctuent entre 5 et 10% à l'exception du MCAC (Marché Commun d'Amérique Centrale) qui enregistre plus de 20%. Dès lors la *conception évolue* en mettant l'accent sur la mise en œuvre commune d'une *programmation de développement*, soit sur des actions positives.

En regard de cette ambition de développement en commun, que suggèrent les expériences des PVD (Pays en Voie de Développement)? Ce sont autant de témoignages de l'importance fondamentale de la *variable politique* et partant des difficultés à programmer et à réaliser les plans en commun, à mener à bien la spécialisation ou à former un front commun en matière de *relations économiques extérieures*.

#### *Effets des clivages politiques*

La première expérience en Amérique centrale apporte la preuve des limites d'une intégration entre pays à systèmes politiques différents: la Costa Rica démocratique face au Nicaragua socialiste et à d'autres régimes autoritaires.

Le MCAC (Marché Commun d'Amérique Centrale) a été incapable de régler des conflits dans la région et pourtant il a réussi à survivre et à maintenir les échanges à un niveau relativement élevé.

De son côté, la disparition de la CAE (Communauté de l'Afrique de l'Est) en 1977 témoigne de la fragilité des constructions très solides en apparence. En effet, *tous les indicateurs* — échanges de 16% dans le marché commun, les 4 grands services régionaux (PTT, Chemins de fer, Ports, Compagnie d'aviation), poids des administrations et des instituts communs — tous laissent prévoir la survie sinon l'expansion. Tous sauf un, *l'indicateur politique*. Sous l'effet des divergences de politiques et de régimes (Tanzanie versus Kenya) ainsi que du conflit de personnalités et de pays (Nyerere versus Amin Dada), le processus de désintégration de la monnaie, du marché commun et des grands services s'est poursuivi jusqu'à l'éclatement du conflit armé et de la Communauté elle-même. *Le tissu d'institutions et de solidarités n'a pas pu résister à l'antagonisme politique*.

#### *Les lenteurs du développement commun*

L'exemple de l'UDEAC (Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale) montre les lenteurs, voire la stagnation du processus de coopération, qui implique des pays à régimes autoritaires d'économie de marché avec le Congo à vocation socialiste et dirigiste. Et pourtant l'UDEAC (l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale) est le premier projet d'intégration, entre PVD (Pays en Voie de Développement) reposant sur *deux piliers*, l'union douanière et l'union économique complétée par un plan d'industrialisation et de transport. L'apport innovateur que constitue ce deuxième pilier n'a jamais été mis en pratique durant la première décennie. La relance par la révision du traité en 1974 n'a pas donné de bien meilleurs résultats malgré l'éventail de possibilités qu'offre la nouvelle constitution avec des programmes prévus aussi bien dans l'industrie et l'agriculture que dans le tourisme, les communications et la recherche ainsi qu'avec la *création d'une Banque de développement*. Mais programmer le développement en commun signifie orienter sinon définir la répartition des valeurs dans l'UDEAC (l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale), c'est-à-dire exercer en commun des pouvoirs politiques détenus pour l'heure par les présidents des pays membres. De ce fait, il se produit un divorce entre le discours écrit ou oral d'une part et, d'autre part, la volonté politique et les comportements observés.

#### *Un modèle: le groupe andin?*

Approfondissant à son tour le deuxième pilier, le Groupe andin a élaboré à la fois un statut des capitaux étrangers, un programme général et plusieurs programmes sectoriels (métal-mécanique, pétrochimie, automobile, etc.) devant conduire à une division du travail à l'échelle sous-régionale, ainsi qu'un mécanisme de soutien aux deux pays membres moins avancés, la Bolivie et l'Équateur. La mise en œuvre de ces instruments de portée politique n'a pas été sans difficultés et oppositions.

Paralysé à deux reprises, ébranlé par le conflit entre le Pérou et l'Équateur, le Groupe andin a réussi à réadapter son système, à relancer l'intégration tout en contribuant de manière décisive à la restauration et au maintien de la démocratie dans les pays membres. *Exception et modèle*, le Groupe andin offre l'exemple d'un ensemble homogène tant sous l'angle des systèmes politiques qu'économiques. Cette homogénéité encore fragile n'est pas étrangère au *poids* que le Groupe andin a acquis dans ses relations extérieures économiques mais aussi politiques.

*Le Nouvel Ordre Economique International — NOEI — dans un monde divisé*

Ces expériences régionales illustrent le poids du politique dans les efforts de coopération entre Etats. Ce clivage profond se double d'autres clivages qui fractionnent à l'heure actuelle la fragile unité du Tiers-Monde. Comment maintenir un front uni entre nations aussi distantes que les pays nouvellement industrialisés et les pays les plus pauvres du globe? Ceux-ci ont-ils encore des intérêts communs avec les pays exportateurs de pétrole? Les écarts tendent à se creuser entre PVD (Pays en Voie de Développement) d'autant que les aides bilatérales fournies par les Etats-Unis ou l'URSS privilégient les pays à l'économie de marché ou pays socialistes.

Dans ce contexte polarisé et politisé, l'aide aux ACP, la contribution de quelques pays industriels et surtout l'aide récente promise aux pays du Sahel, constituent des exceptions à la règle.

A l'évidence, la coopération internationale porte la marque de la dimension politique. L'ignorer ou la taire ne permet pas d'en neutraliser les effets. En revanche, la prise de conscience de ce fait pourrait faciliter l'adoption de solutions et de mesures plus efficaces. La crise économique et politique exige une révision des méthodes de coopération internationale. Or le NOEI (Nouvel Ordre Economique International) ne semble pas promis dans l'avenir immédiat.

**English Summary**

**THE POLITICAL ASPECT OF INTERNATIONAL COOPERATION:  
REGIONAL EXPERIENCES**

\* \* \*

*Dusan Sidjanski*

Because of significant divergencies which separate political regimes and ideologies at the international level, a tacit agreement aims at minimising if not eliminating the political aspect of international cooperation. Of course, the bipolarization which characterized the immediate post-war period has been somewhat attenuated thanks to the emergence of the Third World, the European Community (EEC) and China. However, the East—West split and ideological tension continue to divide regions and even countries.

In relation to homogeneous systems the EEC represents an exception: as a democratic community it experienced, at first, a rapid development and established an association with 66 countries of Africa, the Caribbean and the Pacific. This experience encouraged the creation of several groups of LDC's (less developed countries) which tried to stimulate joint development to produce results

This active aspect of integration is precisely the one which was only partially implemented. In fact joint programmes imply a political action. But this supposes a minimum of homogeneity which is only exceptionally found in Third World integration organisations. Witness the conflict within the CACM (Central American Common Market) which, despite the conflicts, succeeded in maintaining trade at a high level. On the other hand the EAC (East African Community) which seemed very solid (joint services and institutes) burst under the pressure of political differences.

UDEAC (Central African Economic and Customs Union) for its part was unable to implement its development plan despite the revision of the treaty in 1974 aimed at strengthening the economic union. The Andean group which reached an exceptional level of homogeneity succeeded alone to stimulate integration in a few major sectors (machines, automobiles).

Thus, despite these efforts, the Third World remains to a large extent, divided into newly industrialized oil exporting countries.

To this division one must add the political rift which, worsened by economic discrepancies, make international cooperation and the creation of a new international economic order all the more difficult.